

Mercredi 21 Octobre 2009

TERRITOIRE. Les élus du canton étaient réunis lundi soir par le conseiller général pour discuter de la fusion CCB/Sivom

Intercommunalité : toujours des divergences



Après la présentation, l'heure des débats. (photo M. M.)

Il faisait noir dans la citadelle, lundi soir. Mais le souci n'était pas d'illuminer l'édifice. Ce sont les esprits que Xavier Loriaud, le conseiller général du canton de Blaye, voulait éclaircir en proposant à tous les élus des 13 communes une présentation interactive des tenants et des aboutissants de la réunification. Du Sivom du Pays Blayais comme de la CCB, ils ont répondu présents en grand nombre. On pouvait estimer qu'ils étaient réunis dans la salle Liverneuf à un peu plus de 60 %.

Le conseiller général, président de la cellule chargée d'étudier les fondements possibles de la future intercommunalité, a proposé un diaporama clair et détaillé. Un exposé pédagogique d'une heure et demie, écouté « sagement » par les élus. Puis vint le tour du débat. C'est alors que les esprits se sont un peu échauffés. Parmi les interventions, on peut noter celle du président de la CCB, Pierre Villar, du maire de Saint-Paul, Jean-Pierre Duez, de Vincent Liminiana et pour terminer celle du maire de Blaye, Denis Baldès.

Statuts et fiscalité

Suite à l'exposé de Xavier Loriaud, Pierre Villar est intervenu pour faire remarquer que le préfet avait décidé de la fusion uniquement par rapport aux décisions du conseiller général, de la ville de Blaye et du Sivom, pas de la CCB. Puis il a précisé : « Comment pouvons-nous reporter des choses essentielles à l'établissement d'une nouvelle CdC, il est plus raisonnable que certains problèmes soient résolus avant sa constitution. » Puis il a mis en doute les estimations proposées sur la future taxe d'enlèvement des ordures ménagères (Teom). Quant aux « écoles de musique, la crèche, la fiscalité additionnelle, l'avenir des agents, rien n'est encore fixé. La proposition d'un Office de tourisme communautaire n'a pas reçu de réponse de

la ville de Blaye et le flou règne sur la composition du futur bureau. Le grand absent de votre présentation, c'est aussi la réforme des collectivités territoriales. »

Jean-Pierre Duez a précisé que « jamais nous ne sommes tombés d'accord sur les compétences » et s'est attaché à démontrer qu'en l'absence de taxe professionnelle et peut-être de solidarité, certaines communes seront dans l'embarras. « On part dans un système où on ne sait rien sur les compensations », a-t-il noté.

« Tous les problèmes qui restent à résoudre vont mener à la confusion dans cette fusion », a souligné Vincent Liminiana.

Le temps et la politique

Les interventions du maire de Blaye et du président de la CCB ont au moins éclairci les positions et posé nettement les bases des réponses qui seront apportées dans les conseils municipaux d'ici le 17 décembre. Batailles de chiffres (sur la Teom, absence de précisions sur le Scot, la composition du futur bureau...), problème de la ville-centre (comme dans toute intercommunalité), la discussion est devenue politique, sinon « politicienne », comme Denis Baldès le reproche à certains élus. Sans langue de bois, son discours a clairement exposé l'affrontement entre ceux qui, comme lui, veulent « mobiliser vite les énergies sur l'économie et le tourisme dans la nouvelle intercommunalité (dans quarante-huit mois, nous aurons le temps d'avancer, pas en trente-six mois) » et ceux qui, selon lui, « veulent faire perdre du temps pour montrer que la nouvelle équipe blayaise ne réalise pas ses projets ».

Michèle Méreau